Evaluer l'éducation prioritaire

OZP

Quarante ans d'éducation prioritaire :
et après ?

27 novembre 2021

Les évaluations de politiques éducatives en France : le flou

- Les travaux de recherche de Xavier Pons (Xavier Pons, L'évaluation des politiques éducatives, PUF, coll. « Que sais-je ? », 2011) ont montré que les différentes instances d'évaluation sont distinctes voire isolées, que les objectifs des évaluations sont le plus souvent peu clarifiés. En conséquence l'évaluation a un effet très limité tant sur les pratiques que sur les orientations politiques. L'exemple du redoublement est caractéristique : les évaluations montrent assez largement son inutilité mais régulièrement il est relancé...

Au cours de l'histoire de l'éducation prioritaire de nombreuses logiques évaluatives

- D'abord justifiées par la nouveauté de la politique : dès les premières circulaires le gouvernement s'appuie sur des observations pour écrire les suivantes en fonction des mises en œuvre observées et de visées affinées.
- Ensuite souvent justifiées par le coût dit « élevé » de la politique, notamment s'agissant de la cour des comptes.
- Mais aussi par les débats et prises de position politiques auxquelles cette politique a donné lieu. Il a plusieurs fois été question de la supprimer. Plusieurs rapports diront qu'ils faut la maintenir et l'approfondir.
- Enfin parce que la recherche en fait un terrain privilégié d'observation, d'expérimentation.

Des étapes marquantes 1

- Dès les débuts des constitutions de données importantes pour savoir ce qui est en jeu au plan local. Savoir nationalement ce qui existe comme ZP. Important travail de la DEPP dès 1985 à partir des données de l'année 1982-1983 considérée comme l'année de départ.
- En 1986 un premier rapport d'inspection générale qui met l'accent sur la question des moyens et de leurs usages et sur la constitution des équipes et des relations au politique local.
- Dès 1982 des travaux de recherche notamment du CRESAS et de l'IREDU.

Rapport Rancurel 1986

- « La politique des zones d'éducation prioritaire doit continuer : elle n'est qu'à ses débuts ; il faut la réaffirmer, et surtout **lui donner par des mesures nouvelles une véritable priorité.**
- - Elle doit continuer parce que **la direction est bonne** et parce que **la méthode est bonne.**
- - Il ne faut pas tant réglementer que **construire des outils, mettre en place une incitation, encourager l'initiative et la responsabilité.**
- - Il y a **une grande attente d'une "reconnaissance"** des actions et des efforts qui leur sont consentis. »

Quelques travaux de recherche des débuts

Pour une analyse approfondie voir les notes de synthèses de Martine Kherroubi et Jean Yves Rochex dans la revue française de pédagogie 140 (2002) et 146 (2004). Les extraits cités ici sont issus du numéro 140.

- « Deux équipes de recherche - le CRESAS-INRP et l'Équipe de sociologie de l'Éducation CNRS - Université Paris V - ont travaillé sur les ZEP dès l'origine, l'une et l'autre à partir d'un intérêt commun pour la thématique de l'échec scolaire et des inégalités sociales de réussite scolaire et d'accès au savoir, mais à partir de postures et de méthodologies très différentes. »
- « Épousant pour une large part les présupposés de la politique ZEP, les chercheurs du CRESAS vont s'efforcer de formaliser les conditions de réussite de cette politique, voire, au-delà, celles du changement social en éducation, en mobilisant pour cela un cadre réflexif pluridisciplinaire. »
- « Dans un des tout premiers textes rendant compte des travaux engagés dans le cadre de cette équipe (Sociologues de Paris V), Agnès Henriot et Alain Léger (1984) disent combien la mise en place des ZEP peut être l'occasion de montrer que « l'examen des rapports entre l'école et le milieu local peut apporter des éléments très pertinents à l'étude des rapports école-société » par l'observation de leurs formes locales concrètes, »

Les auteurs évoquent aussi Alain Mingat qui travaille sur les résultats du travail réalisé au CP dans une zone d'éducation prioritaire.

Quelques travaux :

ÉVALUATION ANALYTIQUE D'UNE ACTION EN ZONE D'ÉDUCATION PRIORITAIRE AU C,P, Communes de Chenôve-Longvic (Côte d'Or) CAHIER DE L'IREDU n°37 Alain MINGAT, 1983

Les processus d'acquisition ou d'échec en lecture au cours préparatoire Gérard Chauveau et Rogovas-Chauveau, Eliane Revue française de pédagogie Année 1985 70 pp. 5-10

ZONES D'EDUCATION PRIORITAIRES : Un changement social en éducation ? André CHAMBON et Michelle PROUX Revue française de pédagogie N° 83 avril-mai-juin 1988, 31-38

HENRIOT A. et LÉGER A. (1984). – Nouvelles perspectives dans l'étude des rapports entre l'école et le milieu local. In É. Plaisance (coord.), « L'échec scolaire » : nouveaux débats, nouvelles approches sociologiques. Paris : Éditions du CNRS.

Des étapes marquantes 2

- Fin des années 80 et début des années 90 au moment de la relance des données de la DEPP fouillées sur l'état des lieux national et sur les indicateurs alors disponibles.
- Rapport de l'inspection générale de 1992 Henry et Best qui est un rapport de régulation qui recommande une grande diversité de mesures.
- Des recherches qui se diversifient sur la question du rapport au milieu local et sur la ségrégation sociale.
- Création de l'OZP
- Création du centre Alain Savary.

Rapport Henry-Best 1992

- « Dans l'ensemble, les ZEP ont permis d'éviter une dégradation des résultats scolaires qui aurait correspondu à la dégradation socio-économique. Ce n'est pas là un mince succès. Nous estimons par conséquent que la politique des ZEP doit être poursuivie, améliorée et adaptée. »
- « Nous insistons d'une part sur la nécessité de motiver ou de remotiver les Recteurs et les Inspecteurs d'académie, afin que les moyens destinés aux ZEP, dont il faudra sans doute envisager l'augmentation, ne soient pas dispersés ou détournés mais affectés en fonction de projets précis systématiquement évalués. Une politique de développement des postes de soutien, favorisant les coordinations, le travail en équipes et la pédagogie différenciée, doit être considérée comme prioritaire. »
- « Nous insistons d'autre part sur le fait que le réseau des ZEP ne doit pas s'enfermer dans une sorte de ghetto pédagogique ou culturel. Les écoles et les établissements en ZEP ont besoin de multiplier les échanges entre eux, mais aussi avec les écoles et les établissements qui ne sont pas classés en ZEP. »
- ...

Une première évaluation d'ensemble produite par la DEPP

- L'évaluation des zones d'éducation prioritaire : description, typologie, fonctionnement, résultats. Dossiers éducation et formation 1992
- La seconde partie de ce travail est consacrée à « le fonctionnement des ZEP et les activités pédagogiques des établissements »

Des recherches qui se diversifient

Pour une analyse approfondie voir les notes de synthèses de Martine Kherroubi et Jean Yves Rochex dans la revue française de pédagogie 140 (2002) et 146 (2004). L'extrait cité ici est issu du numéro 140.

- En sociologie de l'éducation, «les principales de ces évolutions - dont les liens sont étroits mais qui n'en sont pas pour autant identifiables les unes aux autres - sont, rappelons-le en bref : l'ouverture de ces « quasi boîtes noires » que demeuraient la classe, l'établissement ou la communauté (Henriot-van Zanten, Derouet et Sirota, 1987) ; l'objectif d'étudier « les inégalités en train de se faire » et leurs processus de production plutôt que de postuler qu'elles seraient toujours « jouées d'avance » (Derouet, 1995a) ; le déplacement d'une posture de critique, voire de dénonciation globale de l'institution scolaire, de sa fonction et de ses modes de fonctionnement, à une préoccupation d'amélioration (démocratisation et plus grande efficacité) de cette institution et une volonté de mise en évidence de marges d'action chez ses agents et protagonistes ; »

Création de l'OZP

- « L'association « Observatoire des Zones Prioritaires » (OZP), créée en 1990, a pour objectif de favoriser les échanges et la réflexion sur l'éducation prioritaire (REP+ et REP) et plus largement sur la lutte contre l'échec scolaire et l'exclusion dans les territoires de la politique de la Ville.
Elle est totalement indépendante vis-à-vis du ministère de l'Education nationale comme de tout mouvement pédagogique, syndicat ou parti politique. » (site de l'OZP)
- A ce titre l'OZP accompagne la politique d'éducation prioritaire dans une posture critique visant son amélioration. Elle rend compte sur son site de tout ce qui se publie à son sujet et a pu contribuer à faire connaître des évaluations et à en produire comme en 2020 où elle s'est dotée d'un conseil scientifique.

Centre Alain Savary

- Le Centre Alain Savary (CAS) a été créé par une note adressée aux recteurs en date du 19 mars 1993 (BOEN n°12 du 25/3/1993) sous l'appellation de « Centre de ressources sur les pratiques éducatives et sociales en milieux difficiles ». Il a pris ensuite le nom d'Alain Savary, le ministre de l'Éducation nationale qui a signé le premier texte officiel créant les zones d'éducation prioritaire (circulaire n° 81-238 du 1/7/81, BOEN n° 27 du 9/7/1981). Il est devenu, lors de la relance de 1997, centre national de ressources sur les ZEP et les REP (BOEN n° 40 du 13/11/1997).
- A partir de 1997, le centre se dote d'un bulletin (jusqu'en 2010) encore disponible en ligne puis d'un site internet.

<http://centre-alain-savary.ens-lyon.fr/CAS/documents/publications/xyzep/tous-les-xyzep>

- Ce centre désormais inscrit dans le cadre de l'IFE et de l'école normale supérieure de Lyon est toujours un centre ressource pour l'éducation prioritaire. A ce titre il relaye les travaux d'évaluation et de recherche concernant la politique et peut être à l'origine de travaux de recherche action.

Des étapes marquantes 3

- La mise en place à partir de 1989 d'évaluations diagnostiques en CE2 et sixième permet de comparer les résultats obtenus en ZEP et hors ZEP. C'est un pas en avant pour une évaluation des dynamiques à l'œuvre.
- Le rapport Moisan Simon « Les déterminants de la réussite scolaire » en appui sur ces données de résultats, va servir la relance de 1998.
- Des recherches affinées sur la rapport à l'école dans les milieux populaires : Charlot et l'équipe ESCOL.

Rapport Moisan-Simon 1997 : les déterminants de la réussite scolaire

- « 1-Un message politique fort : priorité et accompagnement, ambition et réussite scolaire
- 2 - Développer la communication et les échanges pour sortir les ZEP de l'isolement et d'une image parfois négative
- 3 - Procéder aux ajustements nécessaires de la carte des ZEP par une méthode souple et transparente
- 4 - Lutter contre "l'effet ghetto"
- 5 - L'évaluation est indispensable pour progresser et déclencher la spirale de la réussite
- 6 - Installer un pilotage efficace et durable à tous les niveaux
- 7 - Des projets ciblés, centrés sur les apprentissages
- 8 - Développer résolument la scolarisation à deux ans dans les ZEP
- 9 - Atténuer les ruptures, installer une continuité éducative
- 10 - Accompagner les enseignants, les reconnaître, les stabiliser
- 11 - Des pratiques pédagogiques efficaces bénéficiant de l'appui de la recherche
- 12 - Des leaders compétents et bien choisis
- 13 - Une vie scolaire faite de calme et de respect pour pouvoir étudier, assurer la protection de tous et éduquer de futurs citoyens
- 14 - Des initiatives en direction des familles
- 15 - Des recommandations en direction des partenaires »

Apports de la recherche : équipe ESCOL

- « Les travaux menés dans le cadre de cette équipe visent pour l'essentiel à étudier et mieux comprendre le renouvellement des processus de production des inégalités sociales et sexuées en matière de scolarisation et d'accès aux savoirs et aux modes de travail intellectuel. »
- « Pour comprendre la construction des inégalités, les travaux de l'équipe portent sur les politiques, les systèmes, les curricula et diplômes, les pratiques et les supports éducatifs en mettant en œuvre une approche relationnelle et contextuelle. Approche relationnelle, tout d'abord. Celle-ci repose sur des recherches qui appréhendent la production de ces inégalités comme résultant de la confrontation entre : d'une part, les caractéristiques et les dispositions socio-cognitives et langagières des élèves, lesquelles sont liées à leurs modes de socialisation non-scolaire et les préparent et les disposent de façon fort inégale à faire face aux réquisits des apprentissages scolaires ; et, d'autre part, l'opacité et le caractère implicite de ces réquisits, des modes de fonctionnement du système éducatif, des pratiques professionnelles et des modes de travail qui y sont mis en œuvre ou exigés des élèves. Approche contextuelle ensuite. Il s'agit, sur le plan synchronique, d'étudier les relations entre structures, politiques et pratiques éducatives, et de mettre en rapport les modalités d'interprétation des situations scolaires des élèves et des praticiens, avec les contraintes de situations et avec les contextes socio-géographiques et politico-institutionnels dans lesquels s'exercent leurs activités. Le point de vue comparatif est ici précieux pour éclairer les différences de pratiques selon les contextes sociaux : en France entre territoires, entre écoles, filières, diplômes ou entre familles ; au niveau international, par exemple, entre politiques d'éducation prioritaire ou entre systèmes d'enseignement supérieur. Il s'agit également, sur le plan diachronique, d'interroger les évolutions contemporaines des conceptions de l'enfance, de l'école et de l'apprentissage, celles qui modifient la « forme scolaire », les curriculums, les pratiques, les supports et les formats de tâches propres à l'École, ou encore celles des politiques éducatives et des dispositifs pédagogiques. »
- Extrait de <https://circeft.fr/escol/>

École et savoir dans les banlieues et ailleurs, Armand Colin, 1992
Bernard Charlot, Elisabeth Bautier, Jean-Yves Rochex

Des étapes marquantes 4

- Emeutes de banlieues de 2005 et rapport Armand Gille qui prépare le développement des RAR (Réseaux ambition réussite).
- Travaux de la DEPP sur différents aspects de la politique (Numéro 61 de la revue « Education et formations » de 2001).
- Analyses critiques de la politique par la recherche et travaux sur la réussite en milieu populaire.

Rapport Armand-Gille 2006 : La contribution de l'éducation prioritaire à l'égalité des chances des élèves

4. L'infléchissement de la politique d'éducation prioritaire : propositions

- **4.1. La redéfinition du modèle**

- 4.1.1. *Redéfinir l'objectif d'équité de notre système éducatif*

- 4.1.2. *Redéfinir encore plus clairement le « statut » de l'éducation prioritaire*

- **4.2. Promouvoir une nouvelle politique d'accompagnement pédagogique dans les territoires prioritaires**

- **4.3. Redéfinir les moyens pertinents de la politique d'éducation prioritaire**

- 4.3.1. *Les moyens humains et financiers*

- 4.3.2. *La gestion des ressources humaines*

- **4.4. Redéfinir les objectifs et les modalités des partenariats**

- **4.5. Redéfinir les modalités d'évaluation de la politique d'éducation prioritaire**

Travaux de la DEPP Education et formation 61 de 2001

Première partie : la politique de l'éducation prioritaire

- Les ZEP : bientôt vingt ans : Catherine MOISAN
- Le pilotage de l'éducation prioritaire : Jean-Claude ÉMIN, Françoise OEUVRARD, Jean-Louis COUSQUER, Jean-François SCHMITT
- Une autre politique de discrimination positive : la politique anglaise des Education Action Zones : Jean-Claude ÉMIN

Deuxième partie : les ZEP en l'an 2000

- La nouvelle carte de l'éducation prioritaire : une construction rationalisée : Christian CUVIER
- La révision de la carte des ZEP : l'exemple de l'académie de Lille : Jean-Claude FORTIER
- Les personnels de l'éducation prioritaire à la rentrée 1999 : Colette BROCK, Martine MIGEON, Annick VIALLA
- Enseigner en ZEP : est-ce encore le même métier ? François-Régis GUILLAUME
- Quelle priorité dans l'attribution des moyens à l'éducation prioritaire ? Martine JELJOU, Alain LOPES, Roland DEGABRIEL

Troisième partie : les parcours scolaires et l'action pédagogique en ZEP

- Les caractéristiques des collèges de l'éducation prioritaire et le destin scolaire de leurs élèves Alexia STEFANO
- À partir des évaluations nationales à l'entrée en sixième : des constats sur les élèves, des questions sur les pratiques Virginie ANDRIEUX, Jacqueline LEVASSEUR, Jacqueline PENNINCKX, Isabelle ROBIN
- Les collégiens de ZEP à la fin des années quatre-vingt-dix : caractéristiques des élèves et impact de la scolarisation en ZEP sur la réussite Jean-Paul CAILLE
- Les ZEP et REP, viviers des innovations Anny ALINE
- La réussite scolaire dans les ZEP Gérard CHAUVEAU

Apports critiques de la recherche et travaux sur la réussite en milieu populaire

Pour une analyse approfondie voir les notes de synthèses de Martine Kherroubi et Jean Yves Rochex dans la revue française de pédagogie 140 (2002) et 146 (2004). Le sommaire cité ici est celui de la note du numéro 146.

INTRODUCTION

Caractéristiques, évolutions et disparités des populations et établissements concernés

Catégories statistiques et catégories profanes : au risque de la désociologisation ?

MOYENS, RÉSULTATS ET PROJETS : ÉLÉMENTS DE BILAN DE LA POLITIQUE ZEP

Une école avec plus de moyens ?

Des moyens supplémentaires faibles. Des tensions fortes. L'évaluation des carrières et des performances scolaires. Au-delà des statistiques : enquêtes et interprétations

Les projets et actions en question

LES ZEP, TERRAIN PRIVILÉGIÉ POUR L'ÉTUDE DE LA PRODUCTION DES DIFFICULTÉS ET INÉGALITÉS SCOLAIRES

Étudier les pratiques concrètes d'enseignement et d'apprentissage : des perspectives de recherche convergentes

Difficultés et caractéristiques socio-cognitives des élèves de milieux populaires

Des pratiques de classes différenciatrices

Enseigner dans des classes « faibles » : gérer des contradictions, préserver des équilibres

Des modèles pédagogiques et des curricula différenciés et potentiellement différenciateurs

Contraintes de situation et effets de contexte

ENSEIGNER EN ZEP : CARRIÈRES, CONDITIONS DE TRAVAIL ET ÉPREUVES DU MÉTIER

Des enseignants de plus en plus captifs et mobiles

Le sens de la stabilité enseignante et ses effets

Les enseignants et les classes populaires

Quels enseignants en ZEP ?

Les épreuves du métier

Un même métier fait autrement, un métier autre ou un sous-métier ?

Un rapport de la DGESCO sur la mise en œuvre des RAR

- Ce rapport restera non publié tant le nouveau ministre de 2010 n'est pas intéressé par le bilan de la politique précédente pour établir sa nouvelle politique qui met l'accent sur la prévention des violences et laisse de côté ce qui faisait le cœur de la politique RAR : la centration sur les apprentissages scolaires et l'accompagnement des acteurs par des professeurs référents.

2010 un changement de politique sans évaluation préalable

- CLAIR ECLAIR
- Internats d'excellence
- La logique qui va alors dominer n'est plus celle de la compensation pour tous mais celle de la réussite de quelques uns qui sont invités à sortir des quartiers pour rejoindre notamment des internats considérés comme le « fer de lance de la politique d'éducation prioritaire ».
- Durant cette même période est mise en œuvre une politique favorisant les dérogations de secteur.

Des étapes marquantes 5

- La décision de 2012 de relancer l'éducation prioritaire dans le cadre de la modernisation de l'action publique avec diagnostic préalable : la refondation de l'éducation prioritaire.
- La mise en place du référentiel comme ensemble de repères issus des pratiques observées permettant l'autoévaluation des réseaux.
- Les rapports des inspections générales au service de la régulation de la politique à l'œuvre pendant sa réalisation.
- Des travaux de la DEPP et de la DGESCO pour servir les acteurs sur le terrain (APAE et Tableaux de bord).
- La recherche associée à la formation des acteurs et à la mise en œuvre d'actions pédagogiques

La refondation un changement de logique

- Pas de nouveau rapport préalable mais un travail de diagnostic de l'éducation prioritaire en appui sur les données de la recherche, de la DEPP, sur les travaux des inspections générales et sur des remontées des réflexions des acteurs de l'éducation prioritaire.
- Elaboration d'un référentiel qui puisse servir de guide aux pratiques (mises en œuvre), à l'élaboration des projets de réseaux et à leur évaluation.

Le référentiel conception et usages pour l'évaluation

- Une action centrée sur le cœur de la classe, dans le quotidien des enseignements. L'action menée en éducation prioritaire est avant tout pédagogique. Il faut donc évaluer en continu les difficultés des élèves et les pratiques enseignantes pour améliorer les apprentissages et l'enseignement.
- La formation et le travail collectif des personnels sont développés et organisés au sein des réseaux. Les pratiques professionnelles se construisent et se réfléchissent collectivement pour mieux répondre aux besoins des élèves et des personnels. Il faut donc évaluer le processus même du travail collectif et le faire évoluer pour l'améliorer (le rendre plus efficace et plus humain).
- L'école n'agit pas seule et organise des coopérations utiles avec les parents et les partenaires. Une connaissance et une compréhension mutuelles doivent se construire avec les parents d'élèves. Il faut donc évaluer ces relations avec les parents et les partenaires pour les adapter et les réorienter en fonction des observations menées afin de s'assurer qu'elles soient respectueuses et utiles.
- Le ministère conduit et accompagne la politique. Les académies organisent le pilotage de la formation et de l'accompagnement des personnels de l'éducation prioritaire, la mise en œuvre et le suivi de dispositifs prioritairement dédiés aux REP+ et REP . Les pilotes locaux pilotent le réseau. Il convient donc d'évaluer également le pilotage national, académique et local pour le rendre plus efficace et acceptable.

APAE et tableaux de bord

- La DEPP fait évoluer les APAE (Aide au pilotage et à l'auto évaluation) second et premier degré pour y introduire systématiquement des valeurs relatives à l'éducation prioritaire afin de faciliter des comparaisons.
- La DGESCO met au point des tableaux de bord pour permettre à chacun des réseaux et à chacune des académies de se situer par rapport aux académies et aux réseaux comparables.
(dernier tableau de bord produit en 2017-2018)

La recherche au service de la formation et de l'expérimentation

- Au cours de la refondation de nombreux projets de recherche discutés avec les professionnels de l'éducation prioritaire ont été mis en œuvre :
- Des LEA (lieux d'éducation associés),
<http://ife.ens-lyon.fr/lea>
- La formation de formateurs mise en œuvre par la DGESCO, avec l'appui de la recherche, du centre Alain Savary, de l'inspection générale,
https://www.reseau-canope.fr/education-prioritaire/actualites.html?tx_news_pi1%5Bnews%5D=174&tx_news_pi1%5Bcontroller%5D=News&tx_news_pi1%5Baction%5D=detail&cHash=14dd5ee886cfd95b80efa179c0d1e4b
- Une recherche action sur le travail collectif des élèves et des enseignants mis en œuvre par la DGESCO avec l'appui de la recherche,
<https://www.reseau-canope.fr/education-prioritaire/mutualiser/le-travail-cooperatif-entre-eleves-et-la-collaboration-entre-adultes.html>
- Un travail de recherche approfondi sur la question de la compréhension mis en œuvre à Clermont-Ferrand avec des équipes enseignantes,
<https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-02363533/document>
- Un travail de recherche mis en œuvre à l'école des Cheminets à Paris XIX,
https://www.ac-paris.fr/portail/jcms/p1_1449063/ecole-recherche-escol-elisabeth-bautier
- Le renforcement du projet « Apprenance » dans l'académie de Grenoble
<https://apprenance-grenoble.fr/>
- ...

2017 un nouveau changement de politique sans évaluation préalable

- Comme en 2010, la nouvelle politique concentrée sur les CP et CE1 à 12, est proposée car inscrite préalablement dans le programme présidentiel. Elle ne donne lieu à aucun débat et est associée à une conception descendante des instructions pédagogiques ainsi qu'à une conception directe de l'usage des résultats des sciences.
- L'évaluation prévue en 2019 par la circulaire de 2014 n'a pas lieu ce qui amène l'OZP à en proposer une.